

Art. 2. In artikel 6 van hetzelfde besluit vervallen de woorden "Laatstgenoemde moet bovendien in de overlijdensakte (model IIIC of IIID) in rubriek A onder de rubrieken "bezwaar tegen het schenken van het lichaam" en "bezwaar tegen het vervoer vóór de kisting" "ja" vermelden in geval van overlijden van een patiënt met een positieve COVID-19 - test of in geval van klinische verdenking op COVID-19 zonder test (mogelijk geval). Als het om een overlijden buiten het ziekenhuis gaat, moet ook op luik A worden vermeld dat het om een (mogelijk) overlijden van COVID-19 gaat."

Namen, 17 april 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/30721]

18 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 prorogeant les délais prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 du 18 mars 2020 concernant les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu l'article 138 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 6 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du coronavirus ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 du 18 mars 2020 concernant les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant la décision du Gouvernement fédéral du 15 avril décidant de prolonger la période de confinement jusqu'au 3 mai inclus ;

Considérant les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, à affecter le bon fonctionnement des différents services publics, voire à paralyser certains services ;

Que cette dernière est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et également à priver les citoyens de la possibilité de faire utilement et effectivement valoir leurs droits dans le cadre des procédures et recours administratifs ;

Considérant qu'il convient, afin de garantir la continuité du service public, le principe d'égalité et la sécurité juridique, de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire sur le fonctionnement quotidien des Services publics ou du fait qu'il n'ait pas été lui-même dans une situation qui lui permette d'exercer ceux-ci ;

Considérant qu'il convient également de veiller à ce que les services publics soient en mesure de traiter effectivement procédures administratives et les recours relevant de leur responsabilité, tout en évitant que des décisions ne soient prises par défaut dans le cas d'une impossibilité de traitement dans les délais requis ;

Considérant que la période de suspension initiale devait en principe se terminer le 16 avril 2020 à minuit ;

Considérant néanmoins qu'il convient de proroger, pour une période s'étendant jusqu'au 3 mai inclus, la suspension de tous les délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Que, dès lors, le Gouvernement peut être appelé à décider de la date d'entrée en vigueur d'un arrêté, il est raisonnable de l'autoriser, dans les circonstances actuelles, à décider également de la date à laquelle il cessera de produire ses effets ;

Qu'en effet, la mesure visée dans le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est à ce point exceptionnelle qu'il s'indique d'y mettre fin dès qu'il apparaît qu'elle ne se justifie plus ou de la prolonger ;

Considérant qu'il est à noter que la suspension des délais n'empêche pas les autorités tant régionales que communales de continuer à prendre des décisions même dans les situations où les délais sont suspendus ;

Considérant qui plus est, nonobstant la suspension des délais de rigueur, que les administrations concernées assurent, notamment, le paiement des rémunérations des membres de leur personnel, des prestations de sécurité sociale, ainsi que le paiement de leurs prestataires pour autant que cela concerne des prestations déjà effectuées ;

Que par ailleurs, le dispositif ici mis en œuvre n'aurait de sens s'il ne s'appliquait pas également aux recours qui peuvent être introduits à l'encontre d'actes des autorités administratives relevant de la législation wallonne devant le Conseil d'État ;

Qu'à ce titre, il convient de modifier l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973 afin de consacrer, dans les mêmes conditions, la suspension pour la même période de la saisine de la juridiction administrative ;

Que cette mesure se justifie sur la base de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ; qu'elle est nécessaire à l'exercice des compétences régionales car le dispositif ici mis en œuvre serait privé de cohérence si un recours externe contre un acte administratif était traité différemment d'un recours interne, qu'elle se prête à un traitement différencié dès lors qu'elle ne concerne que les actes des autorités administratives relevant du droit de la Région wallonne et revêt un impact marginal dès lors qu'elle ne s'appliquera que pendant une période très limitée dans le temps ;

Considérant qu'il conviendra de tenir compte de ce délai de suspension pour l'appréhension de la notion du délai raisonnable au sens de la jurisprudence du Conseil d'État ;

Considérant que l'article 3, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 prévoit que « Les arrêtés visés aux articles 1^{er} et 2 peuvent être adoptés sans que les avis légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis. Le premier alinéa s'applique aux avis de la section de législation du Conseil d'État dans les cas spécialement motivés par le Gouvernement » ;

Considérant, compte tenu de l'urgence extrême à garantir la continuité du service public et à préserver tant la sécurité juridique que le principe d'égalité, il convient que le présent arrêté soit adopté sur le champ ; que ceci, en soi, justifie que ne soit pas consultée la section de législation du Conseil d'État et qu'il en va d'autant plus ainsi que celle-ci connaît bien légitimement des problèmes organisationnels et a fait savoir que « Compte tenu de l'importante perturbation du fonctionnement normal de la section de législation, il convient de demander l'avis de préférence dans un délai de 60 jours et d'éviter, dans la mesure du possible, les délais plus courts de 5 et 30 jours » ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 du 18 mars 2020, les mots « pour une durée de 30 jours prorogable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires. » sont remplacés par les mots « pour une première durée de 30 jours, prorogable deux fois jusqu'à une date fixée par arrêté du Gouvernement ne pouvant à chaque fois excéder 30 jours et justifiant de la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires. ».

Art. 2. A l'alinéa 1^{er} du paragraphe 4 de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973, les mots « pour une durée de 30 jours prorogable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le Gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires » sont remplacés par les mots pour une première durée de 30 jours, prorogable deux fois jusqu'à une date fixée par arrêté du Gouvernement ne pouvant à chaque fois excéder 30 jours et justifiant de la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires. ».

Art. 3. Le délai prévu à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 est prorogé d'une nouvelle période prenant cours le 17 avril 2020 et s'achevant le 30 avril 2020 inclus.

Art. 4. Le délai prévu au paragraphe 4 de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973, est prorogé d'une nouvelle période prenant cours le 17 avril 2020 et s'achevant le 30 avril 2020 inclus.

Art. 5. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 concernant les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 du 18 mars 2020, les mots « pour une durée de 30 jours prorogable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires. » sont remplacés par les mots « pour une première durée de 30 jours, prorogable deux fois jusqu'à une date fixée par arrêté du Gouvernement ne pouvant à chaque fois excéder 30 jours et justifiant de la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires. ».

Art. 6. Le délai prévu à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 du 18 mars 2020 concernant les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 est prorogé d'une nouvelle période prenant cours le 17 avril 2020 et s'achevant le 30 avril 2020 inclus.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.
Namur, le 18 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et
des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge
des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/30721]

18. APRIL 2020 — Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 20 zur Verlängerung der Fristen in dem Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 2 vom 18. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, und in dem Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 3 vom 18. März 2020 betreffend die Angelegenheiten, die kraft Artikel 138 der Verfassung der Wallonischen Region übertragen worden sind, und über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 39 der Verfassung;

Aufgrund des Artikels 138 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung,
Artikel 6;

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 2 vom 18. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 3 vom 18. März 2020 betreffend die Angelegenheiten, die kraft Artikel 138 der Verfassung der Wallonischen Region übertragen worden sind, und über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In Erwägung des Beschlusses der Föderalregierung vom 15. April 2020 zur Verlängerung des Zeitraums, in dem Maßnahmen zur Ausgangsbeschränkung gelten, bis einschließlich 3. Mai;

In der Erwägung, dass die ergriffenen und noch zu ergreifenden Maßnahmen zur Eindämmung der Virusverbreitung in der Bevölkerung so geartet sind, dass sie jede Art von Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region verzögern, die reibungslose Arbeitsweise der verschiedenen öffentlichen Dienste beeinträchtigen, und bestimmte Dienstleistungen sogar lahmlegen könnten;

Dass die Virusverbreitung ebenfalls den Bürgern die Möglichkeit nehmen könnte, ihre Rechte im Rahmen der Verwaltungsverfahren und Beschwerden auf nützliche und effektive Weise gelten zu lassen;

In der Erwägung, dass die erforderlichen Maßnahmen zu treffen sind, damit kein Bürger wegen den Auswirkungen der Gesundheitskrise auf das tägliche Funktionieren der öffentlichen Dienste oder durch die Tatsache, dass er selbst nicht in der Lage ist, seine Rechte und Pflichten auszuüben, weder bei der Ausübung seiner Rechte noch bei der Erfüllung seiner Verpflichtungen verhindert wird, so dass weiterhin die Kontinuität der öffentlichen Dienste gewährleistet, der Grundsatz der Gleichheit gewahrt und die Rechtssicherheit aufrechterhalten werden;

In der Erwägung, dass auch sichergestellt werden muss, dass die öffentlichen Dienste in der Lage sind, die in ihre Zuständigkeit fallenden Verwaltungsverfahren und Beschwerden wirksam zu bearbeiten, wobei zu vermeiden ist, dass im Falle einer nicht fristgerechten Bearbeitung Entscheidungen von Amts wegen getroffen werden;

In der Erwägung, dass der ursprünglich vorgesehene Aussetzungszeitraum im Prinzip am 16. April 2020 um Mitternacht enden sollte;

In der Erwägung, dass es jedoch erforderlich ist, die Aussetzung aller zwingenden Fristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, für einen Zeitraum bis zum 3. Mai einschließlich zu verlängern;

Dass, da die Regierung dazu gebracht werden kann, das Datum des Inkrafttretens eines Erlasses zu bestimmen, es somit unter den gegenwärtigen Umständen angemessen ist, ihr ebenfalls zu erlauben, über das Datum zu entscheiden, an dem er seine Wirkung verliert;

Dass die in dem vorliegenden Sondervollmächtererlass genannte Maßnahme so außergewöhnlich ist, dass sie, sobald sich herausstellt, dass sie nicht mehr gerechtfertigt ist, zu beenden, oder aber zu verlängern ist;

In der Erwägung, dass zu beachten ist, dass die Aussetzung der Fristen sowohl die regionalen als auch die kommunalen Behörden nicht daran hindert, auch in Situationen, in denen die Fristen ausgesetzt sind, weiterhin Entscheidungen zu treffen;

In der Erwägung, dass die betreffenden Verwaltungen darüber hinaus ungeachtet der Aussetzung der zwingenden Fristen insbesondere die Zahlung der Entlohnung ihrer Personalmitglieder, der Sozialversicherungsleistungen, sowie die Zahlungen zugunsten ihrer Dienstleister gewährleisten, soweit dies bereits erbrachte Dienstleistungen betrifft;

Dass die hier umgesetzte Regelung bedeutungslos wäre, wenn sie nicht auch auf Beschwerden anwendbar wäre, die vor dem Staatsrat gegen Akte der Verwaltungsbehörden, die dem Wallonischen Recht unterliegen, eingelegt werden können;

Dass es in dieser Hinsicht erforderlich ist, Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abzuändern, um die Aussetzung um den gleichen Zeitraum der Befassung des Verwaltungsgerichts zu verankern;

Dass diese Maßnahme aufgrund von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen gerechtfertigt ist; dass sie für die Ausübung der regionalen Befugnisse notwendig ist, da der hier eingeführte Mechanismus an Kohärenz verlieren würde, wenn eine externe Beschwerde gegen einen Verwaltungsakt anders behandelt würde als eine interne Beschwerde; dass sie sich für eine differenzierte Behandlung eignet, wenn sie nur Akte der Verwaltungsbehörden betrifft, die dem Recht der Wallonischen Region unterliegen, und dass sie nur marginale Auswirkungen hat, da sie nur für einen sehr begrenzten Zeitraum gelten wird;

In der Erwägung, dass diese Aussetzungsfrist bei der Einschätzung des Begriffs der vernünftigen Frist im Sinne der Rechtsprechung des Staatsrats zu berücksichtigen sein wird;

In der Erwägung, dass in Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 17. März 2020 das Folgende vorgesehen wird: "Die in den Artikeln 1 und 2 genannten Erlasse können verabschiedet werden, ohne dass die gesetzlich oder verordnungsrechtlich erforderlichen Stellungnahmen bzw. Gutachten eingeholt wurden. Absatz 1 findet Anwendung auf die Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates in den von der Regierung besonders begründeten Fällen.";

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass angesichts der äußersten Dringlichkeit, die Kontinuität des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und sowohl die Rechtssicherheit als auch den Gleichheitsgrundsatz zu wahren, unverzüglich anzunehmen ist; dass dies an sich schon rechtfertigt, dass die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates nicht konsultiert wird, und dass dies umso mehr der Fall ist, als Letztere zu Recht organisatorische Probleme hat und Folgendes erklärt hat: "Angesichts der bedeutenden Störung der normalen Funktionsweise der Gesetzgebungsabteilung, gilt es, die Gutachten vorzugsweise innerhalb von 60 Tagen anzufordern, und die kürzeren Fristen von 5 und 30 Tagen möglichst zu vermeiden";

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 2 vom 18. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird die Wortfolge "für einen Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann, und zwar durch einen Erlass, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Fristen im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands rechtfertigt." durch die Wortfolge "für einen ersten Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal bis zu einem durch einen Erlass der Regierung festgelegten Datum verlängert werden kann, wobei jeder Zeitraum 30 Tage nicht überschreiten darf und die Notwendigkeit im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands zu begründen ist." ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 14 Paragraph 4 Absatz 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 wird die Wortfolge "für einen Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann, und zwar durch einen Erlass, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Fristen im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands rechtfertigt." durch die Wortfolge "für einen ersten Zeitraum von 30 Tagen ausgesetzt, der zweimal bis zu einem durch einen Erlass der Regierung festgelegten Datum verlängert werden kann, wobei jeder Zeitraum 30 Tage nicht überschreiten darf und die Notwendigkeit im Lichte der Veränderungen des Gesundheitszustands zu begründen ist." ersetzt.

Art. 3 - Die Frist nach Artikel 1 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 2 vom 18. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird um einen neuen Zeitraum von 30 Tagen, der am 17. April 2020 beginnt und am 30. April einschließlich endet, verlängert.